



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général aux
Affaires Départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 52-2025-07-00071

DU 15 JUIL. 2025

**portant prescriptions complémentaires concernant la décharge interne de sables de
fonderies (crassier) exploitée par la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT
sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER**

**La Préfète de Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement, notamment son livre Ier, titre VIII, son livre II, titre I, et son livre V, titre I ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2659 du 03 octobre 2005 portant autorisation pour la société HACHETTE ET DRIOUT de détenir et d'utiliser des sources radioactives sur son site de SAINT-DIZIER ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1949 du 09 août 2012 modifié portant prescriptions pour l'exploitation d'une fonderie d'acier par la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER ;

VU l'arrêté préfectoral n° 52-2021-05-128 du 26 mai 2021 portant mise en demeure de la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT de respecter certaines dispositions de son arrêté d'autorisation susvisé ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 23 octobre 2024 faisant suite aux visites du 25 avril 2024 et du 11 septembre 2024 sur le site de SAINT-DIZIER exploité par la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT ;

VU les éléments transmis à l'inspection des installations classées par la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT par courriers datés respectivement du 04 octobre 2024, du 03 février 2025 et du 28 mars 2025 ;

VU l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Haute-Marne réunis le 30 avril 2025 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 52-2025-07-00013 du 02 juillet 2025 levant la mise en demeure concernant la gestion du stockage interne des sables de fonderie à SAINT-DIZIER par la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT ;

Considérant que, lors de la visite de l'inspection des installations classées du 25 avril 2024, il a été constaté que le stockage interne présentait un volume d'environ 300 000 tonnes de sables stockés et que l'envol de poussières issues de ce stockage n'était pas maîtrisé ;

Considérant ainsi que la gestion de la décharge interne des sables de fonderie (crassier) ne respecte pas les dispositions des 2^e et 4^e alinéas du point mode d'exploitation de l'article 5.1.10. décharge interne (crassier) de l'arrêté préfectoral n° 1949 du 09 août 2012 modifié ;

Considérant que la gestion de cette décharge interne a suscité au moins une plainte d'un riverain liée à l'envol des poussières du crassier ;

Considérant que, pour remédier à ces dysfonctionnements, des mesures organisationnelles et techniques ont été prises ou envisagées par la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT dès 2024 (vidange des bennes de fines sur une zone enclavée par des merlons de sables en partie haute du crassier, acquisition d'un rouleau permettant le tassement des voiries et réhausse du merlon de sable autour du crassier) ;

Considérant que cette société mène depuis plusieurs années des actions de valorisation des sables en vue de réutiliser les quantités stockées sur le crassier ;

Considérant les améliorations continues apportées au sein des process des installations bragardes qui ont contribué à fortement diminuer la consommation de sables jusqu'à être bien en deçà des 11 000 tonnes autorisées par an ;

Considérant que, malgré ces améliorations, les installations concernées continuent à produire environ 7 000 tonnes de sables par an ;

Considérant que les contrôles réalisés en 2024 ont mis en évidence que ces sables respectaient les critères de déchets non dangereux ;

Considérant que, malgré des investigations menées par la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT, aucun débouché pérenne permettant de valoriser à un coût économiquement acceptable l'ensemble des matières produites n'a été mis en évidence ;

Considérant que, par conséquent, que la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT a demandé l'autorisation de poursuivre temporairement l'exploitation de son crassier ;

Considérant que le crassier fait l'objet d'un suivi des eaux souterraines, en amont et en aval du stockage, qui n'a pas mis en évidence de non-conformités majeures nécessitant d'engager des actions de correction ;

Considérant ainsi que, à court terme, l'apport de sables sur le site du crassier est nécessaire à la poursuite de l'activité du site de SAINT-DIZIER ;

Considérant que la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT s'est engagée, par courrier en date du 03 février 2025, à stopper tous les apports de sables de fonderie sur son crassier dans un délai de 18 mois ;

Considérant que les autres déchets produits par les installations du site (dont notamment les laitiers, crasses et matériaux réfractaires) sont – d'ors et déjà - éliminés dans les filières de valorisation ou de traitement adaptées ;

Considérant que, au regard des éléments transmis par la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT, les mesures envisagées permettent d'assurer une bonne gestion de tout nouvel apport dans la décharge interne de sables de fonderies à SAINT-DIZIER jusqu'à arrêt total des apports dans 18 mois ;

Considérant qu'il convient néanmoins d'encadrer réglementairement toutes les nouvelles modalités de gestion du crassier engagées par la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT ;

Considérant que le respect des prescriptions ainsi fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

ARRÊTE :

Article 1 : Domaine d'application

La société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT (SIRET 377 658 083 00011), dont le siège social est situé au 11, avenue du Général Sarrail à SAINT-DIZIER (52100) est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté pour ses installations situées sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER et tel que défini précédemment.

Article 2 : Exploitation de la décharge interne

La société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT est autorisée à poursuivre l'apport de sables de fonderie provenant exclusivement de ses installations de production pendant une durée maximale de 18 mois à compter de date de notification du présent arrêté. À l'issue de cette période, aucun nouvel apport de sables de fonderie ou d'autres déchets, matières issues de l'établissement ne sera autorisé sur la décharge interne.

La quantité totale de sables de fonderie autorisée pendant cette période est limitée à 7 000 tonnes par an, soit une quantité totale maximale de 10 500 tonnes.

La société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT tient à jour un registre mensuel de la quantité de sables de fonderie apportée dans sa décharge interne. Ce tableau de suivi est tenu à disposition de l'inspection des installations classées accompagné de la justification de la pertinence de ces nouveaux dépôts et des actions d'optimisation engagées.

Toutes les mesures permettant de limiter les envois de poussières en provenance de la décharge interne sont prises par ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT, que les poussières soient issues des stocks déjà présents ou des nouveaux apports.

A ce titre :

- la procédure interne explicitant les zones autorisées pour la vidange des bennes de fines est tenue à disposition de tous les opérateurs du site et une information régulière est apportée aux équipes en charge de cette action,
- les zones de déchargement des fines sont enclavées par des merlons de sables permettant de limiter tout envol de poussières lors de ces opérations,
- **dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, la réhausse du merlon de sable autour du crassier est réalisée,
- **dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, les parties du crassier ne pouvant plus accueillir de nouveaux sables sont recouvertes. Le recouvrement réversible doit permettre de réutiliser les sables dès qu'une solution de valorisation sera déterminée.

Les opérations les plus sensibles aux émissions de poussières (manutention, etc.) sont réalisées prioritairement dans des zones les plus éloignées possibles des habitations et dont la configuration permet d'être à l'abri du vent.

Un plan des différentes zones du crassier est tenu à disposition des services de l'inspection des installations classées.

Article 3 : Cessation d'activité de la décharge interne

Dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT transmet à l'inspection des installations classées un dossier de cessation d'activité pour sa décharge interne conforme aux dispositions des articles R. 512-39 et suivants du Code de l'environnement.

Afin de s'assurer que les quantités stockées dans cette décharge permettent de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT met en place les mesures suivantes dès l'arrêt de l'installation :

- talutage du stockage avec des pentes permettant de garantir en tout temps leur stabilité ;
- mise en place d'un recouvrement des sables et des fines, par exemple par l'apport de terre végétale et/ou d'une végétalisation, afin de limiter les envols de poussières et d'assurer l'intégration paysagère du stockage,
- évacuation de tous les matériaux/déchets autres que les sables présents sur place,
- maintien d'une clôture et d'une surveillance (rondes, vidéosurveillance avec report, etc.) empêchant l'accès à la décharge par des personnes extérieures à la société.

Toutes les mesures prises par la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT assure une gestion pérenne de ses sables de fonderie. Elles sont impérativement réversibles permettant ainsi une future valorisation des sables dès qu'une solution de valorisation sera trouvée.

Accompagnant le dossier de cessation d'activité, un protocole de surveillance environnementale pérenne permettant de justifier la pertinence des mesures de protection contre l'envol des poussières est soumis pour validation à l'inspection des installations classées. Ce protocole prévoit à toutes fins utiles de contrôler les retombées atmosphériques de poussières au niveau des habitations voisines au moyen, par exemple, de jauges Owen. Le suivi environnemental est réalisé au plus tard 6 mois après la cessation d'activité.

Article 4 : Recherche de filières de valorisation des sables

La société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT poursuit les actions de recherche des filières de valorisation de ses sables de fonderies afin de réutiliser les sables générés actuellement ainsi que ceux déjà stockés. Cette recherche de filière s'inscrit dans le cadre d'une démarche globale menée en concertation avec les services de l'État et les autres fondeurs à l'échelle du département de la Haute-Marne.

Un bilan des actions menées par la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT en vue de valoriser ses sables de fonderie est transmis trimestriellement à compter du 1^{er} octobre 2025 à l'inspection des installations classées.

Article 5 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-DIZIER pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de SAINT-DIZIER pendant une durée minimale d'un mois.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Haute-Marne, le Sous-Préfet de SAINT-DIZIER et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la la société ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT et dont une copie sera adressée au maire de SAINT-DIZIER.

Chaumont, le 15 JUIL. 2025

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture



Guillaume THIRARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).

Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

12 JUL 2009